



FRANCE CHRONIQUE

« Savez-vous quelle réserve de rage vous venez de libérer ? »

Dans un texte pour Mediapart, l'écrivain Nicolas Mathieu s'adresse à Emmanuel Macron et à son gouvernement : « L'exécutif est certes légitime mécaniquement, en vertu des textes et de la solidité de nos institutions, mais il a perdu ce qui donne vie à la vraie légitimité politique en démocratie : un certain degré d'adhésion populaire. »

Nicolas Mathieu - 18 mars 2023 à 09h28

Aujourd'hui, à l'issue de cet épisode lamentable de la réforme des retraites, que reste-t-il d'Emmanuel Macron, de ce pouvoir si singulier, sorti de nulle part, fabriqué à la hâte, « task force » en mission libérale qui a su jouer du rejet de l'extrême droite et de la déconfiture des forces anciennes pour « implémenter » son « projet » dans un pays où si peu de citoyens en veulent ? Que reste-t-il de ce pouvoir, de son droit à exercer sa force, à faire valoir ses décisions, que reste-t-il de sa légitimité ?

Bien sûr, au printemps dernier, des élections ont eu lieu, des scrutins ont porté un président à l'Élysée, des députés à l'Assemblée, une première ministre a été nommée, un gouvernement mis en place. Tout cela a été accompli dans le respect de la loi. Les institutions ont fait leur lourd travail de tri, d'établissement, et assis sur leurs trônes ces maîtres d'une saison.

Bien sûr la République est toujours là, avec ses ors, son ordre vertical, sa police, son droit, ce roi bizarre à son sommet, une Constitution qui exécute ses caprices, des fondations qui plongent dans deux siècles et demi de désordres et de guerres civiles. La machine tourne, légale, indiscutable aux yeux des juristes, chaque rouage à sa place, placide sous le drapeau.

Mais la légitimité, elle, n'est pas d'un bloc.

Elle se mesure, se compare, se soupèse. Que dire d'un président élu deux fois mais sans peuple véritable pour soutenir sa politique de managers, de faiseurs de fric et de retraités distraits, son régime de cadres sup et de consultants surpayés, un président élu deux fois avec les voix de ses adversaires, qui l'ont moins soutenu qu'utilisé pour faire obstacle au pire, un président qui n'a même pas eu droit à un quart d'heure d'état de grâce en 2022 ?

Que dire d'une Assemblée sans majorité, arrivée un mois plus tard et qui dit à elle seule, par ses bigarrures, toute la défiance d'un pays, le refus large, immédiat, d'un programme, et des lemmings présidentiels qui s'étaient largement illustrés pendant cinq ans par leur suivisme zombique et un amateurisme qui aura été la seule vraie disruption de leur mandat ?

Que dire d'un gouvernement qui porte des réformes auxquelles il croit à peine, qu'il fait passer au forceps du 49-3, qui cafouille et s'embourbe, infoutu de discipliner ses troupes, incapable d'agréer les alliés qui lui manquent ?

« Ce pouvoir est légitime comme la terre est plate, c'est-à-dire relativement à la place d'où on le regarde. Il est légitime comme je suis zapatiste, c'est-à-dire fort peu. »

Que dire de ce pouvoir assis sur une noisette d'assentiment et qui gouverne comme après un plébiscite, méprise les corps intermédiaires, la rue, les salariés, l'hôpital, l'école, reçoit en pleine crise sociale Jeff Bezos pour le médailler alors qu'il n'aura pas daigné entendre ceux qui l'ont porté là ?

Ce pouvoir, qui ne peut considérer le bien commun qu'au prisme de la performance collective, qui a substitué les nombres aux vies, qui confond dans sa langue de comité exécutif le haut, le bas, la droite, la gauche, le prochain, le lointain, qui ment sans honte et croit tout surmonter en « assumant », ce pouvoir est légitime comme la terre est

plate, c'est-à-dire relativement à la place d'où on le regarde. Il est légitime comme je suis zapatiste, c'est-à-dire fort peu. Il est légitime comme Nixon après le Watergate, c'est-à-dire de moins en moins. Il est légitime mécaniquement, en vertu des textes et de la solidité de nos institutions, mais il a perdu ce qui donne vie à la vraie légitimité politique en démocratie : un certain degré d'adhésion populaire.

Et ce dernier passage en force, ce 49-3 qui était prétendument exclu, s'il ne l'empêche pas de demeurer en place et de mener ses politiques, achève de le discréditer tout à fait.

De ce pouvoir, nous n'attendons désormais plus rien. Ni grandeur, ni considération, et surtout pas qu'il nous autorise à espérer un avenir admissible. Nous le laissons à ses chiffres, sa maladresse et son autosatisfaction. Plus un décret, une loi, une promesse ne nous parviendra sans susciter un haussement d'épaules. Ses grandes phrases, ses coups de menton, nous n'y prendrons plus garde. Ce pouvoir, nous le laissons à ses amis qu'il sert si bien. Nous lui abandonnons ses leviers, qu'il s'amuse. Son prestige n'est plus et nous avons toute l'histoire pour lui faire honte.

Pourtant, malgré la consternation que nous inspire la situation actuelle, on rêve d'attraper par le bras un député ou une sénatrice, un directeur de cabinet ou une ministre, pour lui demander, dans un couloir, dans un murmure, un regard :

« Vous rendez-vous compte ? Êtes-vous seulement conscients de ce que vous avez fait ? »

Savez-vous quelle réserve de rage vous venez de libérer ?

Avez vous pensé à ces corps pliés, tordus, suremployés, qui trimeront par votre faute jusqu'à la maladie, jusqu'à crever peut-être ? Avez-vous pensé au boulevard que vous avez ouvert devant ceux qui prospèrent sur le dépit, la colère, le ressentiment ? Avez-vous songé à 2027 et aux fins de mois dans les petites villes, les quartiers, aux électeurs hors d'eux et aux amertumes meurtrières, au plein d'essence et à la difficulté d'offrir des vacances à ses gosses, à ces gens

si mal soignés, à ces enfants qui ne seront ni médecins ni avocats parce qu'en première ils n'ont pas pris la bonne option ?

« Savez-vous qu'ils vont mourir un peu plus et de votre main et qu'ailleurs, l'argent coule à ne plus savoir qu'en faire ? »

Ces femmes dans les hôtels qui récurent les chiottes et font les lits, ces ouvriers en trois-huit, ces conducteurs en horaires décalés, les routiers, les infirmières, les assistantes maternelles, celles et ceux qui font classe à des enfants de 3, 4 ou 5 ans, les petites mains dans les papeteries, les employées dans leurs open spaces, stressées jusqu'à la moelle, déclassées par chaque nouvelle génération qui sait mieux le numérique et la vitesse, les hommes qui mourront tôt et leurs veuves, ces copains aux yeux lourds qui trinquent au bistrot après douze heures de taf, en bleu de travail, de la peinture ou du cambouis sur les pognes, et les femmes qui prennent le plus cher, une fois encore, parce que mères, parce que femmes, ces milliers de gens qui font des cartons dans les entrepôts Amazon, y avez-vous pensé ?

Avez-vous vu que, comme vous, ils n'ont qu'une vie, et que leurs heures ne sont pas seulement les données ajustables d'un calcul qui satisfait votre goût des équilibres et les exigences arithmétiques des marchés ? Savez-vous qu'ils vont mourir un peu plus et de votre main et qu'ailleurs, l'argent coule à ne plus savoir qu'en faire ? Avez-vous pensé à ce monde sur lequel vous régniez et qui n'en pouvait déjà plus d'être continuellement rationné, réduit dans ses joies, contenu dans ses possibilités, contraint dans son temps, privé de sa force et brimé dans ses espérances ?

Non, vous n'y avez pas pensé. Eh bien ce monde-là est une nappe d'essence et vous n'êtes que des enfants avec une boîte d'allumettes. »

Nicolas Mathieu

Boîte noire

Nicolas Mathieu, né en 1978, a publié son premier roman, *Aux animaux la guerre*, en 2014, puis il a écrit *Leurs enfants après eux* en 2018 (*regarder son entretien à Mediapart*) et, en 2022, *Connemara* (tous chez Actes Sud), pour lequel nous l'avons interviewé.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Stéphane Allières et Carine Fouteau

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

RCS Paris 500 631 932.

Numéro de CPPAP : 1224Y90071

N° ISSN : 2100-0735

Conseil d'administration : Fabrice Arfi, Jean-René Boisdrion, Carine Fouteau, Edwy Plenel, Sébastien Sassolas, James Sicard, Marie-Hélène Smiéjan.

Actionnaires directs et indirects : Société pour l'Indépendance de Mediapart, Fonds pour une Presse Libre, Association pour le droit de savoir

Rédaction et administration : 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Propriétaire, éditeur, imprimeur : Société Editrice de Mediapart

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonnés de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse :

serviceabonnement@mediapart.fr ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 11 place Charles de Gaulle 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.